

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE LA PRÉSIDENTIELLE

Les candidats face à la tentation du repli

Comment défendre les intérêts français dans le jeu de la concurrence internationale ? La question agite les prétendants à l'Élysée, entre protectionnisme assumé et libéralisme encadré

Pour ou contre la mondialisation ? Voilà, résumée à gros traits, l'une des lignes de fracture autour desquelles se joue la campagne présidentielle. L'élection de Donald Trump aux États-Unis a remis le protectionnisme au goût du jour. Au sein d'une France hantée par la grande purge qui a frappé son industrie, certains candidats, comme le chef de file du Front national (FN), Marine Le Pen, ou Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), prônent des solutions de repli. La politique commerciale est une compétence exclusive de l'Union européenne (UE) : ces pourfendeurs de la mondialisation n'hésitent donc pas à envisager une sortie de l'Europe des Vingt-Huit afin de pouvoir édifier des barrières autour de l'Hexagone.

Sans aller jusqu'à une telle extrémité, les autres prétendants à l'Élysée, notamment Benoît Hamon, s'interrogent aussi sur la meilleure façon de défendre les intérêts français dans le jeu de la concurrence internationale. « Dans cette élection, le clivage gauche-droite s'efface au profit d'un clivage ouvert-fermé », résume M^{me} Meunier, professeure à Princeton (États-Unis) et spécialiste des représentations de la mondialisation dans le débat français.

Pourquoi a-t-on une image si négative de la mondialisation ?

Seul un Français sur quatre (26 %) voit l'ouverture au commerce international comme une opportunité, selon un sondage Ipsos conduit dans 22 pays et paru en février. Soit bien moins que la moyenne des personnes interrogées (42 %) ou que les Britanniques (54 %). Cette phobie hexagonale de la mondialisation n'est pas nouvelle. Même quand celle-ci suscitait l'adhésion de ses partenaires, la France voyait s'organiser la résistance contre un phénomène synonyme d'américanisation et d'asservissement des pays pauvres.

Aujourd'hui, la contestation du libre-échange monte dans toutes les sociétés occidentales. « Mais il demeure une singularité française, estime M^{me} Meunier, qui pointe une cause institutionnelle. *Aucun parti traditionnel ne s'est jamais posé en défenseur de la mondialisation, il n'y a donc aucune base politique de soutien.* » Les députés

européens français ont été les plus nombreux à voter contre l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, le CETA, au Parlement européen.

La France compte-t-elle encore dans la compétition mondiale ?

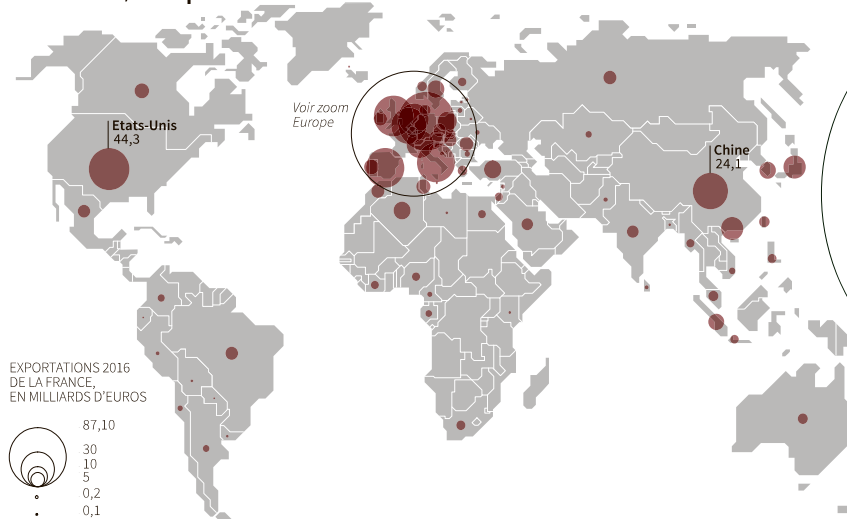
En 2016, nous avons vendu pour 452,9 milliards d'euros de biens à l'étranger. Notre pays se trouve au sixième rang mondial pour les exportations, au coude à coude avec la Corée du Sud. Un quart des emplois français – environ six millions – sont directement ou indirectement liés. Mais la part de marché mondiale des entreprises tricolores dans les exportations a fortement décliné en quinze ans, passant de 5 % au début des années 2000 à 3,1 % aujourd'hui. Quant au déficit commercial, il s'est creusé en 2016, pour atteindre 48 milliards d'euros.

« L'entrée de la Chine dans le jeu mondial a mécaniquement diminué notre part relative, mais notre position n'est pas si mauvaise, nuance Jean-Marc Siroën, professeur à l'université Paris-Dauphine. Et d'autres indices que le commerce extérieur témoignent d'une France bien présente dans la mondialisation. » L'Hexagone se distingue ainsi par une forte implantation de ses grandes entreprises à l'étranger, supérieure à celle de l'Allemagne. Une majorité de groupes du CAC 40 sont des champions mondiaux. Et contrairement à une idée reçue, la France reste attractive : nous sommes dans le Top 10 des pays d'accueil pour les investissements directs étrangers, devancés seulement par le Royaume-Uni en Europe, selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced).

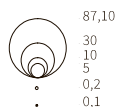
La mondialisation a-t-elle fait plus de perdants que de gagnants ?

La question est difficile à trancher et alimente le ressentiment contre le libre-échange. D'autant que les pertes – comme une fermeture d'usine, par exemple – sont concentrées et visibles alors que les gains, notamment en termes de pouvoir d'achat, sont plus diffus. Entre 2000 et 2015, plus de 900 000 emplois industriels ont été effacés de la carte en France. Quasiment un sur quatre. Les experts estiment généralement

La France, 6^e exportateur mondial



EXPORTATIONS 2016 DE LA FRANCE, EN MILLIARDS D'EUROS



48,1

C'est, en milliards d'euros, le **montant du déficit commercial en 2016**. L'an dernier, les exportations françaises ont baissé de 0,6 % après avoir connu un bond de 4,4 % en 2015.

46

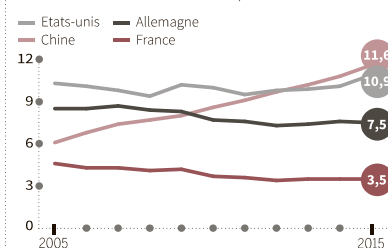
C'est, en milliards de dollars, le **montant des investissements directs étrangers (IDE) en France en 2016**, selon une étude publiée par la Cnuced le 2 février 2017. La France fait ainsi partie des 10 principaux pays d'accueil des flux d'IDE.

6

C'est, en millions, le **nombre d'emplois directement ou indirectement liés aux exportations**. Soit un quart des emplois en France, selon les chiffres avancés par Matthias Fekl, le secrétaire d'État au commerce extérieur dans une interview aux Echos fin 2015.

La France perd des parts de marché dans le commerce mondial

ÉCHANGES DE BIENS ET DE SERVICES, EN %



« Aucun parti traditionnel ne s'est jamais posé en défenseur de la mondialisation, il n'y a donc aucune base politique de soutien »

SOPHIE MEUNIER
professeure à Princeton

que 15 % à 20 % de ces pertes sont liées à la concurrence internationale. « Cela concerne essentiellement des tâches codifiables, répétitives, donc facilement délocalisables », explique Lionel Fontagné, professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

La crise de 2008, bien sûr, mais aussi les gains de productivité, la robotisation et l'orientation plus marquée de l'économie vers les services expliquent le reste. A noter que les délocalisations sont dirigées en majorité vers les autres pays de l'UE (55 %) et à moins de 20 % vers la Chine. Les destructions d'emplois sont concentrées sur quelques secteurs (automobile, biens d'équipement...).

En même temps, l'intensification des échanges a ouvert d'immenses débouchés à nos entreprises dans nos domaines de spécialisation (luxe, aéronautique, agroalimentaire...). Ainsi, l'excédent commercial de nos produits de terroir s'est accru de 3 milliards d'euros en dix ans (10,5 milliards en 2016).

Les consommateurs l'oublient, mais ce sont les autres grands bénéficiaires d'une mondialisation qui a tiré vers le bas le prix de nombreux produits. Selon une étude publiée par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) en 2013, le fait de substituer du made in France à des produits importés de pays à faible coût de production (meubles, vêtements, jouets...) entraînerait un surcoût de 1270 à 3770 euros par ménage et par an. Pour autant, un consommateur gagnant peut être à la fois un travailleur perdant...

Le protectionnisme est-il une solution ?

C'est ce que prône M^{me} Le Pen, qui propose entre autres une taxe de 3 % sur le prix des produits importés. M. Mélenchon se réclame d'un protectionnisme solidaire favorisant la production locale. Imposer de nouvelles barrières tarifaires entraînerait des dommages collatéraux qu'oublie souvent de préciser ces candidats. Nos exportations contiennent quelque 25 % de composants importés. « Taxer le prix des composants intermédiaires pourrait créer des préjudices inacceptables pour certains secteurs et inciter à des délocalisations », souligne M. Siroën.

Ensuite, un renchérissement des importations augmenterait surtout les prix pour les consommateurs. Les ménages les plus modestes, qui consacrent une plus grande part de leur budget à des postes tels que l'habillement ou les produits alimentaires, seraient les plus exposés. Le passé fournit un exemple éloquent avec les restrictions décrétées en 1982 pour freiner l'afflux de magnétoscopes japonais sur le marché français. L'expérience a coûté cher en pouvoir d'achat et en manque à gagner de TVA pour l'État, sans pour autant relancer l'électronique grand public made in France.

L'autre danger de telles mesures protectionnistes serait celui d'une guerre commerciale que nos partenaires ne manqueraient pas de déclencher. Du reste, la France ne pourrait décider unilatéralement de

FRANÇOIS FILLON



Le candidat Les Républicains réclame une Europe « plus protectrice pour nos entreprises ». Il exige davantage de réciprocité avec nos partenaires en matière d'ouverture des marchés publics et de respect des normes environnementales et sociales. Il refuse que le statut d'économie de marché soit accordé à la Chine.

Analyse François Fillon affiche un enthousiasme tempéré vis-à-vis de la politique commerciale de l'Union européenne (UE) mais ne la remet pas en cause sur le fond. Ses propositions sont classiques et repren-

BENOÎT HAMON



Le candidat du PS promet la suspension de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada, et propose de « poser des écluses aux frontières de l'UE ». Il revendique un nouveau modèle de coopération. Il promeut le made in France et veut réserver 50 % des marchés publics aux petites et moyennes entreprises hexagonales.

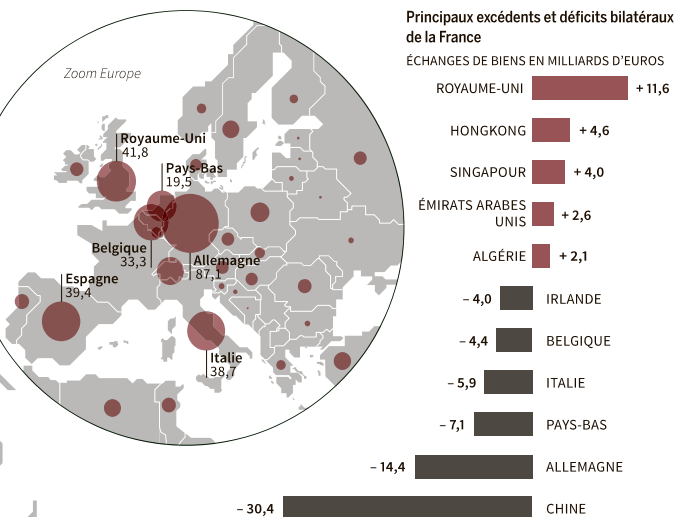
Analyse M. Hamon a emprunté à Arnaud Montebourg sa fameuse défense du made in France par le biais des appels d'offres de l'État ou des collectivités locales. Le fait de privilégier les PME dans la com-

MARINE LE PEN



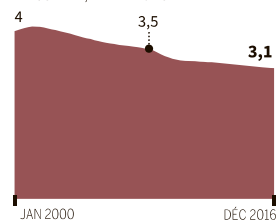
La doctrine de la candidate du Front national (FN) se résume à « la mise en place d'un protectionnisme intelligent et le rétablissement d'une monnaie nationale ». Les appels d'offres publics seraient réservés en priorité aux entreprises françaises. Le prix des produits importés serait taxé de 3 % pour financer une prime de pouvoir d'achat.

Analyse Le protectionnisme revendiqué par M^{me} Le Pen s'accommode mal des règles communautaires, selon lesquelles la politique commerciale est une compétence européenne exclusive. Appliquer ces



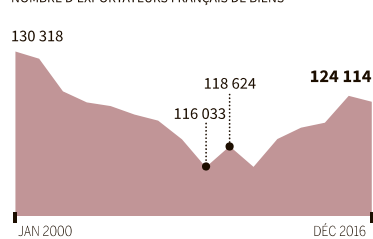
La saignée de l'emploi industriel en France depuis 2000

NOMBRE D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, EN MILLIONS



Le nombre d'entreprises exportatrices a chuté en quinze ans

NOMBRE D'EXPORTATEURS FRANÇAIS DE BIENS



SOURCES : MATTHIAS FEIL, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Faut-il réserver les appels d'offres à nos entreprises ?

M. Macron, tout comme le candidat Les Républicains (LR), François Fillon, demande plus de réciprocité aux pays tiers. De fait, l'asymétrie est flagrante avec nos partenaires. Les marchés publics européens sont ouverts à 85 % à la concurrence, contre 32 % pour les États-Unis. En Chine, l'intervention de l'État dans l'économie fausse encore plus le jeu. A Bruxelles, une proposition de règlement est sur la table depuis 2012. Objectif : menacer les pays tiers de fermer l'accès à nos marchés s'ils n'ouvrent pas les leurs davantage. Les choses pourraient enfin avancer, l'Allemagne semblant prête à se rallier au projet. Mais si l'Europe s'est jusqu'ici montrée conciliante, ce n'est pas uniquement par naïveté : disposant de groupes leaders (BTP, eau, armement...), elle a intérêt à prôner l'ouverture. Et elle n'y a pas perdu tant que cela.

C'est particulièrement vrai en France, où 1 % seulement de la valeur de nos achats publics est effectuée auprès d'entreprises étrangères. Ce constat n'empêche pas le FN de réclamer de réserver les appels d'offres aux entreprises hexagonales. Un cloisonnement qui pourrait porter tort à l'expertise française si nos partenaires prenaient des mesures de rétorsion. La taille réduite du marché français ne pourrait compenser tous les contrats que nos fleurons remportent à l'étranger.

Que faire pour les perdants de la mondialisation ?

La rénovation de notre formation professionnelle est une priorité afin d'encourager la mobilité entre secteurs. Le système français aujourd'hui fonctionne mal : 32 milliards d'euros par an lui sont alloués ; pourtant, seul un chômeur sur dix y a accès. Certains économistes plaident pour une assurance-chômage au niveau européen, la concurrence s'exerçant largement au sein même de l'UE. Il existe bien un Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Mais celui-ci, mal connu, affiche des résultats mitigés. En 2017, après dix ans d'existence, seuls 588 millions d'euros ont été décaissés pour accompagner quelque 142 000 personnes victimes de licenciement. Une goutte d'eau rapportée aux 20 millions de chômeurs que compte l'UE... Une meilleure coordination européenne n'exonérerait pas de la nécessité d'une « action volontariste au niveau local », plaide M. Jean. « La spécificité de la concurrence internationale est d'avoir souvent un impact très concentré géographiquement », explique-t-il, pointant le risque d'« appauvrissement des collectivités locales » dans les zones touchées. ■

MARIE DE VERGÈS

A lire sur Lemonde.fr

Les points de vue de trois économistes : Jérôme Creel et Francesco Saraceno (Observatoire français des conjonctures économiques - OFCE) ; Lionel Fontagné (Sorbonne, Association française de science économique - AFSE).

La Suède défend avec ardeur la mondialisation

Le royaume scandinave soutient l'ouverture des marchés, tout en maintenant un généreux système de protection sociale

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

« Nous sommes extrêmement dépendants de nos exportations et une majorité de Suédois le comprend »

ANN LINDE
ministre suédoise
du commerce

Le patron de la puissante centrale syndicale suédoise Landsorganisationen i Sverige (LO), forte de 1,5 million d'adhérents, ne comprend pas ses homologues européens, qui sont descendus dans la rue à l'automne dernier pour protester contre l'accord de libre-échange conclu par l'Union européenne (UE) avec le Canada (CETA). « Le CETA va ouvrir de nouveaux marchés et entraîner de nouveaux investissements. Des emplois seront créés », martèle Karl-Petter Thorwaldsson.

Voix discordante sur la scène européenne, la Suède défend fermement la mondialisation et s'inquiète des discours protectionnistes qui remettent en cause le libre-échange et plaident pour un retour des frontières. « Il ne s'agit pas seulement des entreprises. Les politiciens et les syndicats aussi ont une perception positive de la globalisation », constate Theres Nilsson, professeure associée auprès de l'Institut de recherche d'économie industrielle (IFN).

Avec un marché intérieur de 10 millions d'habitants, le royaume n'a de toute façon pas le choix, assure la ministre du commerce, la sociale-démocrate Ann Linde : « Nous sommes extrêmement dépendants de nos exportations, et une grande majorité des Suédois le comprend. »

En 2016, la Suède a exporté pour 1913 milliards de couronnes (202 milliards d'euros) de biens et de services, soit 44 % de la valeur de son PIB. Les trois quarts à destination de l'UE. « Sans l'accès au marché international, les compagnies suédoises n'auraient jamais pu se développer et rencontrer de tels succès », relève Olof Erixon, chargé du commerce extérieur au sein de la Confédération suédoise des entreprises.

« Pragmatisme à la scandinave »

Le patron de LO abonde : « Ikea, H&M, Volvo, LKAB seraient restées de toutes petites sociétés. » Les syndicats en sont bien conscients, affirme-t-il : « On se bat pour de bons salaires et de bonnes conditions de travail, mais sans jamais tricher avec la compétitivité des entreprises, car nous savons que c'est ce qui nous fait vivre. » M. Thorwaldsson évoque un « pragmatisme à la scandinave »,

« Pourquoi s'y opposer ?, demande Olof Erixon. C'était une opération mutuellement bénéfique. Les Chinois étaient intéressés par le prestige d'une marque automobile européenne et les transferts de technologie. Le rachat a entraîné une injection de capital et de nouveaux canaux de vente. »

Pas de mobilisation non plus contre les délocalisations, du moment que la recherche et le développement restent en Suède : « Nous ne pouvons pas être compétitifs avec de vieilles techniques et de mauvaises méthodes, explique Mme Linde. Les entreprises qui n'arrivent pas à faire face à la concurrence disparaissent. Nous l'acceptons car il n'est pas tenable sur le long terme d'avoir des compagnies qui ne sont pas compétitives. »

Tout cela fonctionne, car la Suède dispose d'un puissant système de protection sociale, précise cependant Mme Linde. « Ce n'est pas à l'ouvrier dont l'entreprise ferme parce qu'elle n'est plus compétitive de payer le prix de la globalisation, souligne la ministre. Cette responsabilité doit être assumée par toute la société. C'est d'ailleurs la seule façon de garantir le soutien de l'opinion publique à la mondialisation. »

Certains secteurs, comme la construction et les transports, font preuve de plus de scepticisme. « Ils ont été moins exposés à la concurrence et doivent faire face à un phénomène nouveau : non seulement les biens passent les frontières, mais aussi les personnes », constate la chercheuse Theres Nilsson. Les syndicats suédois ont été en première ligne pour se battre contre le dumping social et réclamer une réforme de la directive européenne sur les travailleurs détachés. Ils se sont aussi mobilisés contre les tribunaux d'arbitrage

nouvelles barrières douanières. A moins de sortir de l'UE. « Au risque, insiste M. Fontagné, de se fermer un marché de plus de 400 millions de consommateurs où nous réalisons les trois cinquièmes de nos exportations. »

L'Europe protège-t-elle assez ?

Non, martèle, entre autres, M. Mélenchon, qui réclame des mesures d'urgence sur un secteur comme l'acier. La défense de l'industrie sidérurgique face aux surcapacités chinoises a, de fait, pu donner l'impression d'une Europe timorée. Quand les États-Unis appliquent des taxes antidumping pouvant monter jusqu'à 260 %, la Commission impose des droits nettement inférieurs (rarement au-delà de 70 %). Cette retenue a une logique : si Washington intègre une dimension punitive, l'UE cherche uniquement à compenser le préjudice.

L'idée est d'éviter les situations de rente pour l'industrie européenne, qui laisseraient prospérer des entreprises peu productives et feraient monter les prix pour les consommateurs. « C'est peut-être louable, mais avec un Trump prêt à mener une politique commerciale agressive, l'Europe doit se réarmer, estime Philippe Martin, professeur à Sciences Po et conseiller économique d'Emmanuel Macron. Sans quoi, c'est chez nous que se déversera tout l'acier chinois. » Les choses ont commencé à bouger. Un accord a été trouvé en décembre 2016 pour que la Commission renforce ses outils de défense commerciale

en cas de dumping avéré. Pour autant, l'Europe n'hésite pas à se muer en forteresse pour défendre certains secteurs. Et même si elle est parfois pointée du doigt pour sa faiblesse supposée, l'UE n'en affiche pas moins le plus gros excédent commercial du monde.

Doit-on continuer à négocier des traités commerciaux ?

Remonté contre une Europe qui promeut le libre-échange, M. Hamon demande la suspension du CETA. Comme presque tous les prétendants à l'Élysée, il promet aussi de veiller à ce que le partenariat transatlantique avec les États-Unis (TTIP) ne voie pas le jour. Hormis ce projet gelé pour l'instant, la Commission conduit actuellement plus d'une vingtaine de négociations commerciales. Certaines avec de gros pays comme le Japon. Le jeu en vaut-il la chandelle ? « Par rapport aux inquiétudes et au coût politique, le gain à attendre de ces accords semble plutôt faible », souligne M. Siroën. Pour le TTIP, les études parlaient d'un bénéfice de 0,01 à 0,05 point de PIB par an sur la première décennie... « Quand on voit la difficulté à conclure avec un partenaire aussi naturel que le Canada, la priorité semble plutôt de rebâtir la légitimité de ces accords en réfléchissant aux objectifs et aux outils qui leur sont associés », renchérit Sébastien Jean, directeur du Cepii. Parmi les pistes : inclure dans les négociations commerciales davantage de clauses sociales, environnementales, voire fiscales.

EMMANUEL MACRON



Le candidat d'En marche ! demande le renforcement des instruments antidumping de l'Union européenne (UE). Il propose la création d'un procureur commercial européen et défend la mise en place d'un « Buy European Act » qui réserve la commande publique aux entreprises localisant au moins 50 % de leur production en Europe.

Analyse L'idée d'acheter européen n'est pas nouvelle. Elle figurait dans le programme de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2012 et était déjà évoquée en... 1993 par Elisabeth Guigou,

JEAN-LUC MÉLENCHON



Le candidat de La France insoumise invoque un « protectionnisme solidaire », qui passe notamment par une hausse des droits de douane pour les pays aux droits sociaux et environnementaux limités. La sortie de l'UE est envisagée si la France ne parvient pas à imposer un protectionnisme européen. Il promet de dénoncer les traités de libre-échange.

Analyse M. Mélenchon défend une logique de repli national en affirmant que « nous devons produire nous-mêmes sur place tout ce que nous savons faire (...) et mettre à la disposition des [pays] qui